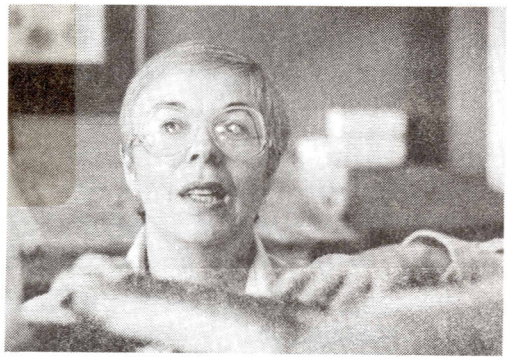
LE CANADA, FAUT QU'ON Y TRAVAILLE

324.2
71
N5
1993
002
QL



Les Néo-Démocrates du Canada présentent

Une stratégie pour assurer le plein-emploi

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

324.2
71
N6
1993
002
QL

Un message d'Audrey McLaughlin aux Canadiens

À l'occasion des prochaines élections, les Canadiens devront se prononcer sur ce qu'est devenu notre pays au fil des 10 dernières années.

Durant cette période, les Conservateurs du fédéral ont tout fait pour créer deux Canadas — celui des riches et celui des pauvres.

La classe moyenne est en train de disparaître. Le gouvernement conservateur a modifié les règles du jeu pour favoriser les actionnaires des sociétés et les investisseurs fortunés aux dépens des gens de la classe moyenne qui doivent travailler pour gagner leur vie.

La classe moyenne se trouve maintenant confrontée à une «reprise» économique sans création de nouveaux emplois. Elle croule sous le poids de charges fiscales sans précédent. Les jeunes vivent dans un monde d'emplois à temps partiel ou à court terme. Des services aussi cruciaux que les soins de santé voient leur qualité réduite.

Si le prochain Parlement ne tient pas compte de ces préoccupations, nous risquons de devenir une société profondément divisée entre riches et pauvres — avec des quartiers, des écoles et des hôpitaux séparés. Les Libéraux de Jean Chrétien refusent de dire où ils se situent. Seuls les Néo-Démocrates entendent garder ces dossiers — création d'emplois, équité fiscale, assurance-maladie — au premier plan du débat.

Les Néo-Démocrates du Canada veulent engager le pays dans une nouvelle voie. Nous croyons que le gouvernement fédéral doit intervenir pour protéger tous ces gens oubliés par les riches et puissants.

Les Canadiens réclament une stratégie pour régénérer l'économie et remettre les gens au travail. Le **Plan de création d'emplois** des Néo-Démocrates propose des mesures concrètes et réalistes pour redonner de l'emploi aux Canadiens et leur rendre leur fierté.

Les Canadiens ont besoin des Néo-Démocrates au Parlement.

Votre dévouée,

Audrey McLaughlin

2003 FEV. 18

Une stratégie pour la création d'emplois

Les Canadiens ont le droit de savoir exactement où se situent les partis politiques — et ce, avant qu'ils ne soient élus.

Les Néo-Démocrates du Canada ont dévoilé leur plan pour relancer l'économie, chiffres et coûts à l'appui. Ce plan somme le gouvernement fédéral de faire de la création d'emplois la toute première priorité. Le présent document — *Le Canada, faut qu'on y travaille* — est un sommaire du plan détaillé. Voici les mesures clés qui y sont proposées:

- Un **programme national des renforcement des infrastructures** qui générera immédiatement des emploi et améliorera l'efficacité du réseau routier et des moyens de communication. C'est un investissement à long terme.
- Une **vraie réforme de la fiscalité** basée sur un régime fondé sur la capacité de payer.
- Un **programme national de garderies** qui doublera en cinq ans le nombre des places disponibles dans ces établissements. Ce programme assurera aux enfants un bon départ dans la vie, générera des emplois, et permettra aux parents de trouver et de conserver leur emploi.
- Un **fonds national d'investissement** qui offrira, par l'entremise de la Banque fédérale de développement, un capital-risque aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives et aux entreprises de développement communautaire du Canada.
- Une **stratégie nationale en matière de formation** qui permettra d'améliorer la formation et le perfectionnement — une exigence cruciale dans une économie de plus en plus complexe.
- Une **stratégie nationale en matière de recherche et développement** pour investir dans l'avenir.
- Une politique monétaire équilibrée pour maintenir les taux d'intérêt réels à de plus bas niveaux et qui devrait mettre un terme aux politiques récessionnistes de la Banque du Canada.
- Une **politique de commerce procanadienne** qui mettra un terme aux accords commerciaux négociés par les Conservateurs. Ces accords nous ont coûté des milliers d'emplois et ont compromis notre aptitude à décider en tant que pays.

Ce plan créera 500 000 emplois de plus au cours des cinq prochaines années. Selon le rapport d'Informetrica, une firme indépendante spécialisée dans les prévisions, il permettra aussi au gouvernement fédéral de résorber son déficit.

2003 FEV. 18

«Je m'inquiète de la sécurité d'emploi. Pour moi-même. Pour mon mari. Pour mes enfants.»

LE PROBLÈME : L'absence d'emplois

«Je dois vous dire que j'ai été agréablement surpris...Nous avons constaté que (le Plan de création d'emplois) avait tendance à réduire la taille du déficit.» —Carl Sonnen, vice-président d'Informetrica

Nous ne pouvons tolérer cinq autres années de crise. Les emplois assurés semblent appartenir au passé. De nombreuses entreprises sont en train de fermer. Un emploi pour toute la vie, ça n'existe plus.

L'avenir s'annonce triste pour nos enfants. Comment les jeunes peuvent-ils élever une famille et se construire une vie quand les emplois convenables sont pratiquement inexistants? Quant aux travailleurs plus âgés, s'ils perdent leur emploi, ils risquent d'être «mis au rancart» pour le restant de leurs jours. Cette situation est encore pire si vous êtes une femme, un membre d'une minorité visible, un autochtone, une personne âgée, ou si vous habitez une communauté dépendante de ressources naturelles...

Pas étonnant que les gens soient découragés, frustrés, irrités.

Libéraux et Conservateurs n'ont jamais fait de l'emploi une priorité. Les **allégements fiscaux** qu'ils ont accordés aux gens riches et puissants ont produit, non pas des emplois, mais un fardeau fiscal imposant pour les familles qui travaillent ainsi que pour les petites entreprises. Avec leurs **taux d'intérêt élevés** et leurs politiques budgétaires, ils ont aidé les banques mais créé du chômage, des récessions et une énorme dette publique. Les **accords commerciaux qu'ont négociés les Conservateurs** ont fait déménager nos usines, nos investissements et nos emplois aux États-Unis et au Mexique.

LA RÉPONSE : Un plan de création d'emplois sérieusement étudié

Les Néo-Démocrates du Canada ont trouvé la réponse. Ils ont développé une stratégie qui vise *une économie de plein emploi*: le **Plan de création d'emplois**. Ce document démontre exactement comment le NPD ferait pour créer **500 000 emplois de plus** au Canada au cours des cinq prochaines années, tout en permettant au gouvernement fédéral de résorber son déficit.

Le Plan de création d'emplois fonctionne.

Le **Plan de création d'emplois** vise à générer 500 000 emplois de plus que ceux actuellement prévus au cours des cinq prochaines années.

Les Néo-Démocrates du Canada ont soumis ce plan à la firme *Informetrica Ltd.*, une société qui conseille des entreprises et des gouvernements. Cette firme a utilisé son modèle économique informatisé et conclu que le **Plan de création d'emplois** fonctionne. Elle a aussi convenu que ce plan augmentera la croissance économique, diminuera le déficit, diminuera l'inflation, et stabilisera les impôts des personnes à faibles et moyens revenus.

LE PROBLÈME : Le chômage coûte cher à tout le monde

Les gouvernements libéraux et conservateurs ont infligé d'énormes dettes au Canada. Grâce à leurs cadeaux fiscaux, leurs gaspillages financiers et leurs politiques de chômage, ils ont contribué à réduire la solvabilité nationale.

«...sur 5 années (la durée du plan), le taux d'inflation chutera d'environ 1,5 % par année. En retour, cela se traduira par une baisse des taux d'intérêt nominaux. L'économie connaîtra une expansion de 2,8 p. 100 en 1998 et l'emploi, une hausse de 2,2 p. 100.» —M.C.McCracken, président d'Informetrica

En 1988, les Conservateurs de Brian Mulroney ont promis que leur accord commercial allait créer des emplois. Cet accord nous a coûté, au contraire, des centaines de milliers d'emplois et des milliards de dollars d'impôt car les gens qui travaillent paient de plus gros impôts.

Les chômeurs paient moins d'impôt sur le revenu car celui-ci est plus faible et ils ont davantage besoin des services du gouvernement. Entre le coût des services requis et l'impôt non perçu, **chaque travailleur au chômage finit par coûter 17 500 dollars par année aux gouvernements**. C'est plus de **26 milliards de dollars qui sont perdus avec 1,5 million de chômeurs** — soit près de la totalité du déficit national!

LA RÉPONSE : S'affranchir du déficit en remettant les Canadiens au travail

Le **Plan de création d'emplois** s'attaque de front au déficit. L'analyse indépendante vient confirmer que ce plan permettra une réduction graduelle mais certaine du déficit et de la dette.

Il n'y a qu'un seul moyen de s'affranchir de la dette: remettre les Canadiens au travail. Sans emploi, vous ne pouvez pas payer d'impôt. Et si les gens ne paient pas d'impôt, nous ne pouvons pas venir à bout du déficit. C'est aussi simple que cela.

Le plein emploi, cela veut dire une économie plus sensée.

Qu'est-ce qui rend si intéressant le Plan de création d'emplois?

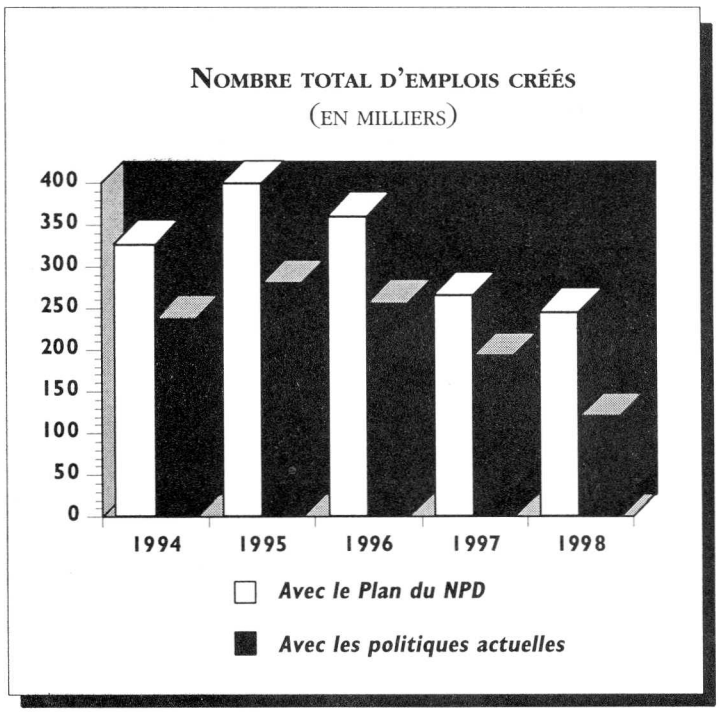
Le **Plan de création d'emplois** est un plan qui permet de parvenir au plein emploi *tout en* s'affranchissant du déficit national. Ces objectifs sont réalistes, mais ils ne peuvent être atteints que si le gouvernement fait de la création d'emplois son objectif numéro un.

Le plein emploi, cela veut dire une économie qui met toutes ses ressources en action — gens, connaissances, équipements, infrastructures, terres et forêts, mines et pêcheries...Dans une économie de plein emploi, le nombre des emplois disponibles au Canada sera très proche du nombre de personnes actives.

Le plein emploi, cela veut dire une économie plus sensée. Mettre en valeur notre main-d'oeuvre par l'éducation et la formation. Nous ouvrir aux marchés et aux tendances dans le monde. Développer notre base technologique. Encourager les industries qui ajoutent de la valeur et des services, au lieu d'exporter les ressources à l'état brut, non traitées.

Dans une économie de plein emploi, les emplois passent avant tout.

Voici ce que promettent Audrey McLaughlin et les Néo-Démocrates du Canada: **Chaque action du gouvernement qui touche l'économie permettra de générer ou de préserver des emplois**. Si cette action ne crée pas d'emplois au Canada, elle sera écartée. Si elle résulte en des pertes d'emplois, elle sera éliminée.



Ce que n'est pas le plein emploi

Le plein emploi, ce n'est pas l'absence totale de chômage; la chose est impossible. Ce n'est pas non plus des injections de fonds dans des projets ponctuels de création d'emplois, ni des dépenses gouvernementales constituant du pur gaspillage, ni des allégements fiscaux offerts aux gens riches et puissants. Le plein emploi ne veut pas dire ouvrir nos frontières aux concurrents déloyaux, ni d'exporter nos emplois à l'étranger.

LE PROBLÈME : Les impôts font mal aux familles à faibles et moyens revenus

Les Canadiens moyens paient maintenant 3 600 dollars de plus en impôt (en valeur réelle) que ce qu'ils payaient il y a huit ans. Sous le règne des gouvernements libéraux et conservateurs, les gens riches se sont vu accorder de gros avantages fiscaux sous forme d'allégements et de cadeaux de toutes sortes. Dans leur réforme de la fiscalité, les Conservateurs ont diminué les impôts des personnes à revenus élevés et des grosses sociétés, et ont augmenté ceux des personnes à faibles et moyens revenus. Entre 1982 et 1990, les impôts des personnes gagnant moins de 26 600 dollars par an ont augmenté de 232 % — soit près de quatre fois plus que ceux des personnes gagnant plus de 77 100 dollars.

Parmi les plus pauvres des familles canadiennes 20 % paient maintenant près de deux fois plus d'impôt sur le revenu qu'il y a huit ans. — Statistique Canada

LA RÉPONSE : Un régime fiscal équitable

Une vraie réforme de la fiscalité devrait inclure un régime progressif. Les mieux nantis devraient payer le plus d'impôt. Les Néo-Démocrates du Canada commenceraient par **éliminer les allégements fiscaux injustes et qui constituent du gaspillage.** Ainsi, le simple fait de permettre aux entreprises de déduire leurs frais de représentation et leurs notes de restaurants coûte environ 1 milliard de dollars par an aux contribuables. L'exemption pour gains en capital profite principalement au demi-pour cent le plus riche des Canadiens. Le **Plan de création d'emplois** entend supprimer cette exemption sauf pour les résidences principales, les petites entreprises et les exploitations agricoles.

Plus de 90 000 entreprises qui réalisent d'importants bénéfices ne paient aucun impôt. Certaines ont des pertes légitimes d'années antérieures à déduire. Les autres exploitent tout simplement le système. Un **impôt minimum sur les sociétés** de 14 % rapporterait environ 1 milliard de dollars par année.

Il est urgent que l'impôt sur le revenu soit déterminé en fonction de l'aptitude à payer. Le **Plan de création d'emplois** ajoutera deux nouveaux paliers d'imposition (de 35 % et de 40 %) pour les membres les plus riches de notre société.

Un **impôt annuel sur la fortune** serait perçu auprès des 10 % des plus gros revenus du Canada. En exonérant les résidences principales, les exploitations agricoles et les petites entreprises, cet impôt rapporterait environ 1,5 milliard de dollars. Les familles riches bénéficient actuellement d'allégements fiscaux représentant plusieurs centaines de millions de dollars au titre des **fiducies privées** qu'elles possèdent. Les Néo-Démocrates du Canada élimineront cette échappatoire.

«L'introduction de la TPS symbolise l'impuissance de la nation à se prendre en mains. Elle incarne la faillite des dirigeants politiques, la taxation abusive et l'inutile complication de la bureaucratie. —Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, 1993

LE PROBLÈME : La TPS

La TPS a fait mal au Canadien moyen et la petite entreprise. Elle a freiné le commerce de détail, fait grimper le coût de la vie et alourdi le «fardeau de paperasserie» des petites et moyennes entreprises. La TPS a aussi poussé une bonne partie de l'activité économique dans la clandestinité, nous transformant en une nation de fraudeurs et accentuant le cynisme déjà tant inspiré par la politique.

LA RÉPONSE : Un plan sérieux et mesuré pour éliminer cette taxe

Les Néo-Démocrates du Canada sont les seuls à avoir un plan pour supprimer d'une manière raisonnable et progressive la taxe sur les produits et les services:

- La première année, nous éliminerons la TPS sur les produits qui créeront rapidement de nouveaux emplois: habitations, livres, vêtements pour enfants, meubles. Cette mesure générera 40 000 nouveaux emplois.
- La deuxième année, nous ramènerons la TPS à 5 %, ce qui ajoutera un autre 4 milliards de dollars au revenu disponible des Canadiens. La troisième année, nous la ramènerons à 4 %, la quatrième année à 3 %, et l'abolirons tout à fait la cinquième année.

LE PROBLÈME : La dette fédérale — comment payer la facture?

La dette est un véritable problème pour le Canada. Le gouvernement fédéral paie dix fois plus en intérêt aujourd'hui qu'en 1975.

Les cadeaux fiscaux qui datent des années 70 ont contribué à accroître cette dette tout comme les taux d'intérêt élevés.

Les gouvernements libéraux et conservateurs ont imposé des taux d'intérêt élevés dans le but de combattre l'inflation — tout en sachant que de tels taux empêchent la création d'emplois.

«Les soldes budgétaires du fédéral s'amélioreront au cours des premières années (grâce au Plan de création d'emplois), étant donné l'accroissement de l'activité économique... Les bénéfices des sociétés...connaîtront une amélioration tout au long de la période visée.» --M.C. McCracken, président d'Informetrica

Dans les années 70, Jean Chrétien, alors ministre des Finances, a introduit les fiducies familiales privées qui ont permis aux gens riches de mettre leurs avoirs à l'abri des droits de succession. Cette échappatoire a coûté aux contribuables canadiens des milliards de dollars en impôts impayés et a fait grimper le déficit.

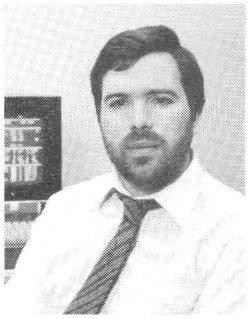
LA RÉPONSE : Nous sortir de l'endettement en remettant le Canada au travail

Nous ne pouvons nous sortir de l'endettement en nous affamant. Il nous faut plutôt une stratégie équilibrée. Nous devons affronter les problèmes qui créent un chômage élevé dans notre économie. Nous devons couper court au gaspillage du gouvernement et réaliser des investissements publics qui comptent. Dans un même temps, il nous faut veiller à ce que les commandes du pouvoir économique (comme la politique monétaire et les taux d'intérêt) soient utilisées pour le bien des Canadiens.

Le **Plan de création d'emplois** incite le gouvernement à garder les taux d'intérêt réels à leur plus bas niveau et à laisser notre dollar trouver sa vraie valeur par rapport aux autres monnaies.

**La dette nationale est un véritable problème.
La solution est de remettre
plus de Canadiens au travail.**

«Mon père avait 30 ans de service et on l'a remercié. Qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse?»



LE PROBLÈME : Le piège du chômage

Les travailleurs canadiens sont pris au «piège du chômage». Des centaines de milliers de bons emplois ont disparu à tout jamais du Canada. Pendant ce temps, les programmes fédéraux sont en pleine débandade. Il n'y a pas assez de financement, de coordination ou de planification pour former les travailleurs aux emplois existants.

LA RÉPONSE : Former la main-d'oeuvre aux réels emplois

Si les travailleurs ne reçoivent pas de formation continue, ils risquent le licenciement et le chômage de longue durée. Dans le **Plan de création d'emplois**, gouvernement, travailleurs et entreprises collaboreront à la mise sur pied de la formation dont ont besoin travailleurs et employeurs.

Les autres partis parlent de formation uniquement pour la forme. Les Néo-Démocrates du Canada, eux, projettent d'introduire progressivement une **contribution à la formation, remboursable**, qui *imposera* aux employeurs le renouvellement de la formation de leurs employés.

Les jeunes ont été évincés du marché du travail. Un **Programme national de travail communautaire pour les jeunes** leur permettra d'acquérir l'expérience professionnelle dont ils ont besoin pour aller de l'avant.

LA RÉPONSE : Un Fonds national d'investissement

Le plein emploi exige des capitaux d'investissement. **Le gouvernement fédéral doit s'engager à investir** dans les nouvelles entreprises et les nouvelles industries. Dans un même temps, il doit s'employer à **débloquer des capitaux à l'intérieur de la communauté** pour qu'ils puissent être investis dans des emplois.

Le **Plan de création d'emplois** prévoit la mise sur pied d'un **Fonds national d'investissement** - c'est une idée qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays. Le FNI investira dans de nouvelles entreprises et d'autres en expansion, en se concentrant sur la création d'emplois hautement qualifiés et ce, dans des entreprises canadiennes. Il ne sera pas question ici de gratifications ou de cadeaux. Le FNI assurera à des entreprises canadiennes le capital pour attirer des fonds d'autres sources. Ce fonds sera financé par le gouvernement fédéral, les fonds de pensions et les organisations. Les particuliers auront aussi la possibilité d'y investir. D'après l'expérience de fonds analogues, le FNI permettra de créer **200 000 emplois**.

«La perte d'un emploi de longue durée se compare à un décès dans la famille. Nous pensions tous atteindre notre retraite à Kelsey. Comment surmonter le choc et le chagrin?» —Gary St. Laurent, de Windsor, ancien employé de Kelsey Hays, une fabrique de roues en acier qui a été fermée en 1990 suite à l'accord de libre-échange.

LE PROBLÈME:Les lendemains du libre-échange

L'accord commercial canado-américain s'est révélé un désastre pour les travailleurs canadiens. Il a fait perdre des centaines de milliers d'emplois et a déclenché la plus profonde récession qu'ait jamais connue le Canada. Nos relations commerciales avec les États-Unis ne se sont pas améliorées, mais détériorées. Les Conservateurs ont promis de venir en aide aux travailleurs qui perdraient leurs emplois à cause de l'accord. Ils ne l'ont jamais fait.

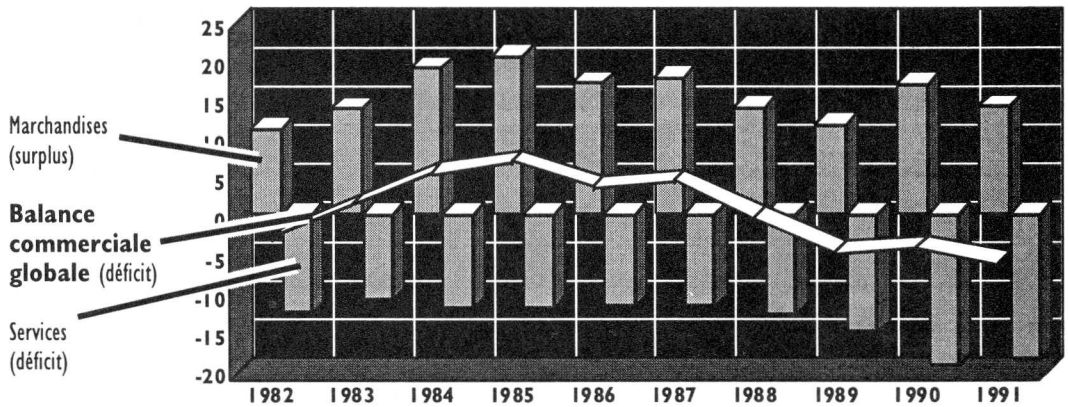
L'Accord de libre-échange nord-américain ne fera qu'empirer les choses. Bien des travailleurs mexicains doivent endurer des conditions de travail qui ne seraient jamais tolérées au Canada. L'ALÉNA cherche à mettre les travailleurs canadiens directement en concurrence avec les Mexicains. Dans un même temps, les travailleurs agricoles du Mexique souffriront de la concurrence des exploitations mécanisées de l'agro-industrie américaine. À part une poignée de puissantes sociétés, il n'y aura que des perdants.

LA RÉPONSE : Une stratégie commerciale qui prône le plein emploi

Il ne suffit pas, toutefois, de simplement déchirer les accords. Il existe *effectivement* une meilleure façon d'atteindre nos objectifs commerciaux. Le **Plan de création d'emplois** reconnaît que le Canada est une nation commerçante. Il prévoit la conclusion d'ententes commerciales qui encouragent des échanges *équitables* et qui protègent les travailleurs et l'environnement. Ces objectifs sont logiques — et réalisables. Le **Plan de création d'emplois** suggère de:

- Démanteler les tarifs douaniers et les barrières commerciales de façon soutenue, méthodique, par l'entremise du GATT.
- Oeuvrer par l'entremise du GATT pour l'ajoût de protections sociales, environnementales et en faveur des travailleurs.
- Négocier avec nos partenaires commerciaux des accords sectoriels basés sur le modèle du Pacte de l'automobile. Commencer par proposer un pacte de la sidérurgie aux États-Unis.
- Développer des échanges commerciaux avec d'autres pays que les États-Unis.

«Il ne fait aucun doute que les compagnies canadiennes sont en train de s'adapter à l'Accord de libre-échange. Le problème, c'est qu'elles le font trop souvent en quittant le pays.» —Cedric Ritchie, président du conseil de la Banque de Nouvelle-Écosse



Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange en 1989, la performance commerciale du Canada face aux États-Unis s'est gravement détériorée. Même si nous enregistrons un surplus dans le commerce des marchandises, un important déficit dans le secteur des services a provoqué, en 1991, notre pire déficit commercial avec les États-Unis en 10 ans. (Source: Statistique Canada)

«J'ai besoin de travailler. Mais il est vraiment difficile de trouver une garderie décente et à prix abordable.»

LE PROBLÈME : Les parents canadiens ont besoin de garderies de qualité, à prix abordable.

Garde d'enfants et plein emploi vont de pair. De nos jours, la majorité des parents doivent travailler à l'extérieur du foyer. Des garderies de qualité, à prix abordable, ne sont pas un luxe mais une absolue nécessité. Elles représentent en outre un investissement de la nation dans ses futures générations. En assurant aux enfants un bon départ dans la vie, nous les aiderons à devenir des citoyens productifs.

LA RÉPONSE : Donner la priorité à un programme national de garderies

Un **programme national de garderies** fait partie du **Plan de création d'emplois**. Ce programme doublera le nombre de places disponibles en garderies au cours du prochain mandat du gouvernement, et permettra aux parents de demeurer sur le marché du travail, d'acquérir de nouvelles compétences et de se construire une vie meilleure. Le programme créera **40 000 nouveaux emplois** dans des garderies partout au pays et améliorera les conditions de travail de 35 000 autres préposés. Ce programme permettra aussi aux familles à faibles et moyens revenus d'économiser beaucoup d'argent.

« La garde des enfants représente, dans la vie familiale, une fonction clé qui aide à la participation des parents au marché du travail et à la sécurité économique de la famille. Elle a d'importantes conséquences pour le développement des enfants.»
—Mme Donna Lero, codirectrice de l'Étude nationale canadienne sur la garde des enfants

LE PROBLÈME : Le gouvernement a laissé tomber la famille canadienne

Le filet de sécurité sociale du Canada s'est détérioré sous les gouvernements libéraux et conservateurs. Plus d'un million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté. Les Conservateurs, au lieu de s'attaquer au problème, ont tout simplement abaissé le seuil officiel de pauvreté. Le gouvernement fédéral a réduit les paiements de transfert aux provinces qui servent à financer la santé et l'éducation, tout en augmentant les impôts de nombreuses familles à faibles revenus. Il a supprimé les allocations familiales et effectué de grosses coupures dans d'autres programmes de soutien.

LA RÉPONSE : Aider les familles à se prendre en main

On ne peut pas avoir une économie saine, solide, sans une population bien portante et productive. Nous avons besoin d'une main-d'oeuvre qualifiée, de bons soins de santé et d'une aide aux familles pour que les gens puissent subvenir à leurs propres besoins. Les autres partis croient que la meillure façon de procéder, c'est de couper dans les programmes. Les Néo-Démocrates du Canada sont les seuls à réaliser que la prospérité passe par l'investissement dans les gens.

Grâce aux paiements de transfert, on s'assure que tous les Canadiens ont droit aux mêmes services. Ces paiements permettent aux provinces les plus «démunies» d'offrir des services à leurs citoyens et témoignent de l'engagement des Canadiens à s'entraider. **Les Néo-Démocrates du Canada croient que le fédéral devrait collaborer avec les provinces pour assurer entre eux un système stable de partage des frais**.

L'**assurance-chômage** devrait permettre aux travailleurs de passer d'un emploi à un autre et d'acquérir de nouvelles compétences. Au lieu de cela, les Conservateurs ont simplement laissé le système se détériorer tout en l'exploitant à de viles fins politiques. Les Néo-Démocrates du Canada veulent que l'assurance-chômage serve bien les Canadiens. Avec leur **Plan de création d'emplois**, ils annuleront les changements mesquins que les Conservateurs ont apporté à l'A-C.

Protéger l'assurance-maladie, la fierté du Canada

«La réponse ne se trouve pas dans l'imposition de frais dissuasifs qui reviennent tout bonnement à taxer le malade. Elle réside dans une plus large médecine préventive pour que moins de gens tombent malades et aient besoin de soins.»
—Tommy Douglas, 1979

Grâce à leur mauvaise gestion du système et leurs compressions budgétaires, les Libéraux et les Conservateurs ont mis notre système de santé en péril. La survie de l'assurance-maladie est cruciale pour redonner une nouvelle santé économique à notre pays.

L'assurance-maladie est menacée par l'orientation vers une privatisation à l'américaine de nos services de santé. Un **système de santé public, sans but lucratif**, est le meilleur moyen d'assurer des soins de qualité à un prix abordable - et d'économiser l'argent du contribuable.

L'assurance-maladie doit être pleinement accessible à tous. Elle doit être complète (couvrir tous les besoins en matière de santé) et pleinement transférable partout au Canada.

Par-dessus tout, elle doit rester accessible à tous. Ceci exclut les tickets modérateurs ou les surfacturations. En stabilisant les transferts aux provinces, nous pourrons garder en bonne santé les régimes d'assurance-maladie provinciaux.

Le prix des produits pharmaceutiques ne cesse d'augmenter. Avec leur loi sur la protection des brevets (le projet de loi C-91), les Conservateurs ont rendu les produits sur ordonnance beaucoup plus onéreux. Les Néo-Démocrates du Canada sont contre cette loi, et vont s'employer à la faire abroger.

Une approche globale envers la santé

«...Qualité de vie et longévité vont de pair, surtout dans le cas des personnes âgées ou des invalides chroniques. Le meilleur moyen de prolonger la vie, c'est souvent de faire en sorte qu'elle vaille la peine d'être vécue.»
—Ralph W. Sutherland et M. Jane Fulton, dans **Health Care in Canada**

La santé, ce n'est pas seulement une affaire de docteurs, d'hôpitaux et de médicaments. Les Néo-Démocrates du Canada proposent que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et les territoires pour mettre en place un système de santé qui ait avant tout pour objet la prévention de la maladie. Le gouvernement apporterait chaque année une contrepartie de 50 millions de dollars pour financer des projets qui explorent la promotion de la santé dans la communauté.

La santé, c'est une question d'ordre économique. Les gens ont davantage de problèmes de santé quand leurs revenus sont faibles et qu'ils désespèrent. Remettre les Canadiens au travail est sans doute *la* meilleure chose que puisse faire le gouvernement pour la santé des gens.

Un environnement sûr contribue également à la santé. En investissant dans de meilleurs systèmes de traitement des eaux et dans de nouvelles sources d'énergie, et en faisant preuve de sévérité à l'endroit des pollueurs, nous pourrons améliorer l'état de santé de tous les Canadiens.

LE PROBLÈME : Le Canada accuse un retard technologique

Le Canada investit dans la recherche et le développement (R-D) moins de la moitié de ce que y consacrent les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ou la Suède. Il doit réagir pour ne pas se laisser distancer.

Le Canada investit deux fois moins que les États-Unis et plus de trois fois moins que le Japon dans la recherche et le développement à caractère non militaire.

LA RÉPONSE : Investir dans la recherche et le développement

Les Néo-Démocrates du Canada ont demandé d'accroître le financement des conseils fédéraux subventionnant la recherche. Le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie devrait jouer un rôle plus stratégique — et énergique — dans l'encadrement de la R-D. Il devrait financer davantage de recherches, aider à nouer des partenariats industriels et aider à mobiliser des capitaux d'investissement pour l'industrie. Le **Plan de création d'emplois** veillera à ce que les investisseurs étrangers mènent les recherches clés au Canada.

La R-D, c'est investir dans notre avenir — et créer des emplois pour nos enfants.

LE PROBLÈME : Le Canada a négligé ses infrastructures

Depuis plus de cinq ans, les dirigeants municipaux du Canada implorent l'assistance du gouvernement fédéral. Ils ont vu leurs villes et leurs localités se détériorer progressivement et perdre leur compétitivité. Malgré cela, les Conservateurs ont fait la sourde oreille.

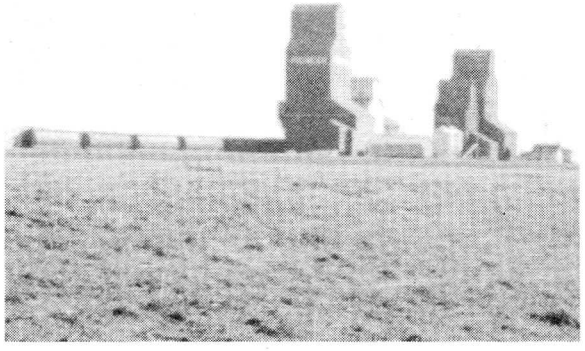
LA RÉPONSE : Rebâtir nos communautés par la création d'emplois — MAINTENANT

Une économie prospère exige de solides infrastructures: systèmes de routes et de ponts, aménagements hydrauliques, réseaux électroniques, systèmes de transport public, installations ferroviaires, etc. Les dirigeants municipaux du Canada réclament depuis des années un programme de développement des infrastructures à financement partagé entre le fédéral, le provincial et le municipal. Le **Plan de création d'emplois** en prévoit un: le programme national de renforcement des infrastructures. Selon les prédictions d'Informetrica, ce programme créerait plus de **130 000 emplois** sur cinq ans et jetterait les bases d'une économie plus compétitive à long terme.

«Si nous voulons demeurer compétitifs, le Canada doit protéger l'investissement infrastructurel déjà réalisé par ses villes et ses localités.»
— Fédération canadienne des municipalités

«Nous devrions reconnaître qu'une crise menace d'éclater et prendre des mesures pour l'éviter.»
— Dennis Young, Association canadienne des villes mono-industrielles

LE PROBLÈME : Nos communautés tributaires des ressources naturelles sont en difficultés



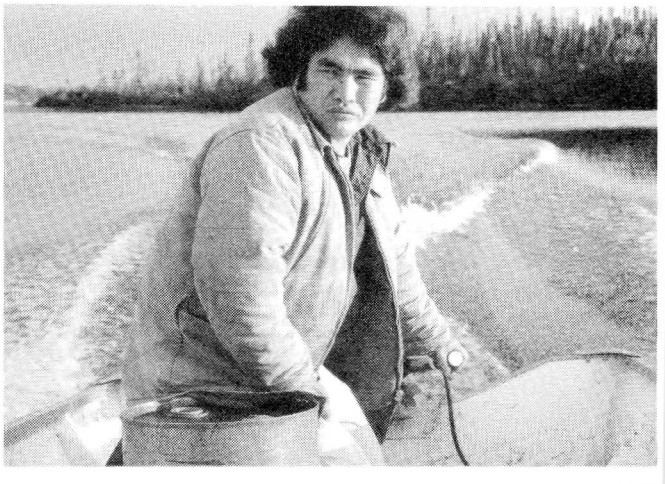
Le Canada a bâti sa richesse sur ses ressources naturelles. Or, aujourd'hui, chacune de nos industries de ressources connaît de graves difficultés. Les communautés qui vivent de la pêche, de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de l'extraction minière sont en train de perdre leurs travailleurs et leurs espoirs.

Le revenu de l'agriculture a chuté de façon vertigineuse et bien des familles sont forcées d'abandonner leurs terres. Le libre-échange menace l'existence de nombreux exploitants agricoles du Canada. Le gouvernement fédéral a mal géré les ressources de poissons de l'Atlantique et toléré une surpêche par des flottes étrangères. Résultat: les stocks de poissons ont été quasiment réduits à néant et, avec eux, l'avenir économique de centaines de communautés de l'Atlantique. Une exploitation presque aveugle du bois et l'incurie du gouvernement ont engendré une situation désespérée pour les 1,4 million de Canadiens travaillant dans la foresterie et les industries connexes. Des exploitations minières sont en train de fermer et l'industrie investit maintenant ses bénéfices à l'étranger.

LA RÉPONSE : Venir en aide à nos communautés qui vivent de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche et de l'extraction minière

Le **Plan de création d'emplois** prévoit des stratégies d'une grande portée pour:

- Stabiliser le revenu agricole, empêcher les forclusions, et maintenir les agriculteurs dans l'agriculture.
- Oeuvrer avec les communautés locales pour protéger les industries de pêche.
- Investir dans la production de produits forestiers à valeur ajoutée et aider à organiser leur commercialisation par l'entremise de coopératives.
- Investir dans l'exploitation minière et l'exploration des minéraux et participer aux décisions de gestion et d'investissement.



Voici ce que certains commentateurs ont à dire au sujet d'Audrey McLaughlin et du Plan de création d'emplois:

«...bien plus détaillé que tout ce que les Libéraux ont présenté.»

— Jeffrey Simpson, *Globe and Mail*

«...Mme McLaughlin met les autres chefs de partis au pied du mur et les empêche de s'en tirer avec de vagues généralités.»

— *Vancouver Sun*

"Contrairement à la vague politique économique du leader libéral, le document de 60 pages des Néo-Démocrates est accompagné d'une analyse économique menée par Informetrica, une entreprise que personne n'oserait accuser d'être sympathique à la cause sociale-démocrate."

— Michel Vastel, *Le Droit*

«Les politiques de McLaughlin méritent d'être discutées. Nous méritons mieux que la marche somnambulique de Jean Chrétien vers Sussex Drive.»

— Ken McQueen, *Ottawa Citizen*

«C'est une tentative sérieuse pour élaborer une politique économique différente à un moment où les autres partis répugnent à le faire.»

- *Winnipeg Free Press*

Le Canada, faut qu'on y travaille

BIBLIOTHÈQUE ASSEMBLÉE NATIONALE

Les Néo-Démocrates du Canada sont les seuls à avoir un plan pour remettre les Canadiens au travail: le **Plan de création d'emplois**.

Ce plan est précis, détaillé et réaliste.

Une société indépendante d'expertise-conseil en économie, *Informetrica Ltd.*, l'a étudié sérieusement.

Il montre comment nous pouvons rebâtir l'économie canadienne — et créer des emplois — tout en réduisant le déficit.

Lisez vous-même le Plan de création d'emplois: composez sans frais le **1-800-361-6637** pour obtenir gratuitement *Vers une économie de plein-emploi.*

Les Néo-Démocrates du Canada